

L'importance d'une Bonne Politique dans la mission de stabilisation en République Centrafricaine

Dissertation

Écrite pour le

Forum international pour la paix, la sécurité et la prospérité
Concours de rédaction pour les étudiants de niveau secondaire

Auteur:

Jessy Kelada

Âge: 15 ans

Courriel: 3600806@marcelline.qc.ca

Étudiante au Collège Sainte-Marcelline
Canada

Adresse postale:

H4K 1C3

Montréal, décembre 2021

Sommaire:

De nos jours, le fait d'avoir un bon système politique est important pour l'exercice du pouvoir dans une société organisée¹. Un mauvais système politique empêche le progrès d'un pays à se développer et à maintenir une paix positive. Depuis les conflits religieux en République Centrafricaine, l'ONU n'a pas pu mettre en place des solutions efficaces et durables pour protéger sa politique qui affecte sa population. Ceci étant dit, grâce au Forum de Bangui pour la réconciliation nationale en 2015, suite au discours du gouvernement axé sur la réconciliation, ce dernier n'a suivi aucunes actions concrètes ou symboliques permettant aux membres de groupes religieux et ethniques d'être reconnus comme des citoyens. En analysant les différents points de la mission dans le but de stabiliser de la République Centrafricaine, nous pouvons observer que la population manque de l'aide et de la protection. Cette dissertation présente les causes faisant partis du problème et des solutions réalisables sonnées par des acteurs.

Mots clés: politique, République Centrafricaine, manque d'aide

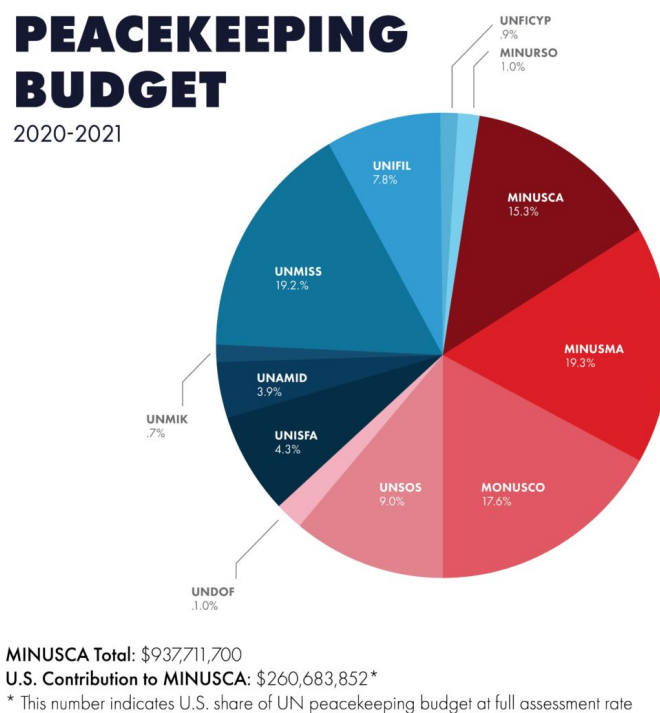
¹ Larousse. (2021). Définition politique. Éditions Larousse. Dictionnaire.

Table des matières:

Table des matières:	1
1. Introduction	2
2. Manque de cohérence entre les multiples processus politiques	2
3. Les tensions entre la stratégie politique et le recours à la force	3
4. Capacités insuffisantes des forces de sécurité nationales et des pouvoirs publics	4
5. Les questions non résolues de l'identité et de la citoyenneté	5
6. Conclusion	10
7. Annexes:	11
6.1 Annexe 1	11
6.2 Annexe 2	12
6.3 Annexe 3	13
6.4 Annexe 4 (Bibliographie)	14
8. Affidavit	15

1. Introduction:

La République Centrafricaine qui était dirigée par une petite élite qui manquait de compétence de gestion² lorsqu'elle était frappée par de nombreuses années d'instabilité et de combats, en plus d'être touchée par la pauvreté. Cette pauvreté était surtout causée par des attaques de la coalition de rebelles Séléka, essentiellement musulmane. Même avec un accord de paix signé (l'Accord de Libreville) en 2013, la violence demeure et les rebelles s'emparent de Bangui, ce qui fait fuir le président, François Bozizé. Avec un nouveau gouvernement de transition, le conflit a pris une tournure religieuse, en ayant des affrontements entre les chrétiens et les musulmans. Les répercussions de ce conflit ont beaucoup affecté la population, et ce, jusqu'à maintenant même avec l'aide de la mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine(MINUSCA)³. C'est pour cela que je pense que malgré ses gains majeurs, la MINUSCA a des défis à maintenir ses objectifs et à mettre en place un processus politique à long terme.



Graphique 1: Budget donné à la MINUSCA⁴

² The World Bank. (2020). The World Bank in Central African Republic. Overview. Rapport.

³Weyns, Y et Hoex, L et Hilgert, F et Spittaels, S. (2014). Mapping Conflict Motives: The Central African Republic. IPIS. Document.

⁴ Photo créé par l'auteur montrant le budget fourni à la MINUSCA

Nous pouvons observer un manque de progrès surtout en politique à travers le manque de cohérence entre les multiples processus politiques, les tensions entre la stratégie politique et le recours à la force, les capacités insuffisantes des forces de sécurité nationales et des pouvoirs publics, ainsi que les questions non résolues de l'identité et de la citoyenneté sont autant de dangers potentiels pour la MINUSCA et la République centrafricaine.

2. Manque de cohérence entre les multiples processus politiques

Premièrement, la perspective d'une paix à long terme en République centrafricaine est compromise par un schisme entre les écarts de dynamiques locales et nationales et le manque de cohérence. Les initiatives de paix locales soutenues par la MINUSCA et le dialogue de haut niveau de l'Initiative africaine sont aussi mal liés. Bien qu'il y ait eu une diminution de la violence au cours des dernières années, la violence contre les civils reste un problème majeur et les attaques contre les travailleurs humanitaires se sont multipliées. En conséquence, l'aide humanitaire est peu durable.⁵ Les forces de sécurité nationales, en particulier la police et la gendarmerie, manquent de l'expertise nécessaire pour maintenir la sécurité dans les zones stabilisées par la MINUSCA. Les représentants des organisations armées, comme l'Initiative africaine, n'ont pas de contrôle significatif sur les composantes armées opérant dans la région. Ces dynamiques rendent difficile la prévision de la violence et la négociation de la paix, car les dirigeants des groupes armés engagés dans des processus de paix au niveau national n'ont pas la capacité d'empêcher leurs militants d'attaquer des civils ou l'État⁶. En outre, alors que la justice et la responsabilité sont parmi les préoccupations les plus urgentes pour les communautés à travers la République centrafricaine, de nombreux Centrafricains sont insatisfaits de la manière dont le processus politique national promet de résoudre ces problèmes, car ils observent que leurs intérêts ne sont souvent pas représentés au niveau national. Afin d'améliorer cette situation, le Conseil de sécurité devrait orienter l'aide de la MINUSCA vers l'alignement de sa stratégie de sécurité nationale sur la dynamique et les résultats du processus de l'Initiative africaine. Également, il y a des inquiétudes sur la formulation du mandat actuel pour le sujet de la protection civile qui puisse favoriser une approche principalement militaire plutôt qu'une approche basée sur une stratégie politique. Le nouveau mandat de la MINUSCA pourrait être alors modifié pour encourager une approche

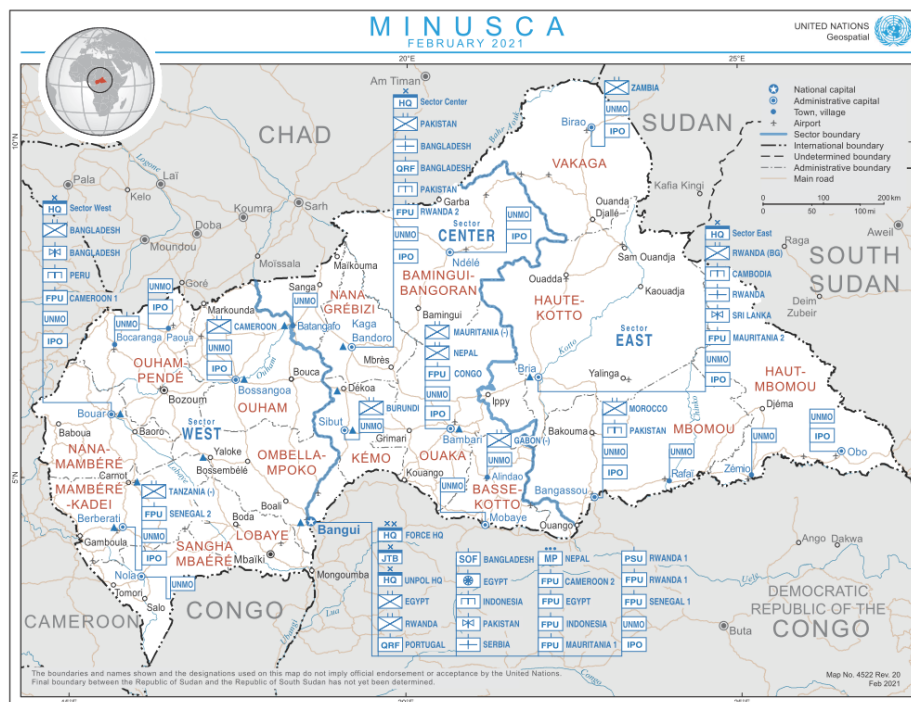
⁵ Lesueur, T. (2014). République centrafricaine : autopsie d'une crise méconnue. Politique étrangère. Étude de recherche.

⁶ International Peace Institution. (2019). Hiérarchisation et ordonnancement des mandats de maintien de la paix : Le cas de la MINUSCA. Security Council Report. Document.

contribuant à la protection des civils et pour approfondir la relation entre l'activité locale de la MINUSCA et les efforts de l'Initiative africaine dans ce domaine⁷.

3. Les tensions entre la stratégie politique et le recours à la force

Deuxièmement, les tensions entre la stratégie politique et le recours à la force est un autre facteur pesant. Les acteurs nationaux ont progressivement encouragé la MINUSCA à réduire les règles d'utilisation de la force. Par contre, une option militaire, selon certains responsables politiques et élus locaux, serait le meilleur moyen de mettre fin au problème en éliminant les milices.⁸ La MINUSCA collabore avec les Forces armées centrafricaines (FACA) dans plusieurs domaines pour lutter contre le danger présenté par les groupes armés. Cependant, la MINUSCA n'est pas autorisée à utiliser la force pour éliminer les organisations armées. Une telle approche pourrait compromettre la neutralité de la MINUSCA et les fonctions positives qu'elle joue dans la promotion des processus politiques nationaux et locaux. Pour être efficace, le processus politique centrafricain doit être fondé sur la discussion et trouver une stratégie qui prend en compte les intérêts des divers groupes armés.



⁷ International Peace Institution. (2018). Hiérarchisation et ordonnancement des mandats de maintien de la paix : Le cas de la MINUSCA. Security Council Report. Document.

⁸ Lesueur, T. (2014). Op. cit.

Image 1: Participants de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine en 2021 ⁹

En réponse à leur différence de point de vue, le Conseil de sécurité devrait approuver la MINUSCA pour offrir une assistance logistique aux FACA, à la gendarmerie et à la police, permettant aux troupes centrafricaines de se déployer en plus grand nombre. Puisque l'aide internationale est insuffisante, le Conseil pourrait profiter de l'occasion du renouvellement du mandat pour encourager les États membres à apporter une assistance technique et financière.¹⁰

4. Capacités insuffisantes des forces de sécurité nationales et des pouvoirs publics

Troisièmement, les forces de la FACA se voient pris dans une mauvaise position, car elles peinent à exercer leur autorité et à garantir la sécurité publique. Il y a aussi une plus grande chance que les FACA se livrent à des activités prédatrices afin de survivre. Alors, de nombreux Centrafricains ont peu confiance dans les FACA¹¹. De plus, l'armée nationale n'a pas pris en compte les actes de violence commis durant la guerre en 2012-2013 et ceux-ci n'ont pas encore été appliqués et leur composition reste peu représentative du peuple



⁹ Carte crée par l'auteur en 2021

¹⁰International Peace Institution. (2018). Op. cit.

¹¹Dr. Howard, L.M. (2018). Assessing the effectiveness of the United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic / MINUSCA. EPON. Document.

Image 2: Un milicien musulman monte la garde dans une mine d'or dont les rebelles assurent la "sécurité"¹²

centrafricain.¹³ Par ailleurs, bien que des efforts étrangers tels que la mission de formation de l'Union européenne (EUTM) soient consacrés à la formation et à l'équipement des FACA, l'aide internationale prévue pour la police et la gendarmerie a pris du retard. Ces troupes de sécurité sont essentielles pour soutenir les progrès réalisés par les forces de la MINUSCA, et elles permettent à la mission de se concentrer sur d'autres tâches.¹⁴ Les mauvaises performances de la police et de la gendarmerie, ainsi que leurs violations du droit international des droits humains, continuent de nuire à la capacité de l'État à assurer la sécurité et la justice. Afin d'améliorer sa réputation, la MINUSCA pourrait augmenter le soutien logistique qu'elle fournit aux FACA et aux services de sécurité nationale et les inciter à participer plus fréquemment aux opérations conjointes, puis transférer le contrôle des zones stabilisées. En outre, pour développer la confiance de la population dans le secteur de la sécurité, la MINUSCA devrait sélectionner des membres plus représentatifs de la population centrafricaine dans la FACA.¹⁵

5. Les questions non résolues de l'identité et de la citoyenneté

Finalement, jusqu'à présent, peu a été fait dans le processus politique pour répondre aux préoccupations d'identité et de citoyenneté, qui sont des questions primordiales à la base du différend. Comme en témoignent les conclusions du Forum de Bangui pour la réconciliation nationale en 2015, le gouvernement a axé son discours sur la réconciliation et la cohésion sociale, mais ce discours n'a pas été suivi d'actions concrètes permettant aux membres de groupes religieux et ethniques d'être reconnus comme des citoyens ayant les mêmes droits que les autres¹⁶. Au contraire, plusieurs groupes comme les médias de langues locales continuent de favoriser la xénophobie et l'hostilité interethnique. En conséquence, certains Centrafricains ont de la difficulté à obtenir une carte d'identité ou d'autres documents administratifs auprès du gouvernement. Par exemple, il y a une représentation insuffisante des musulmans et des minorités ethniques dans le secteur de la sécurité et le secteur public et un manque de dialogue

¹² Photo créée par Marcus Bleasdale lors du conflit opposant les groupes chrétiens et musulmans, malgré des accords signés en 2013.

¹³ Rédaction National Geographic. (2017). Centrafrique: après la guerre civile. National Geographic. Article.

¹⁴ United Nations. (2021). Change of command of the EUTM CAR mission – a key MINUSCA partner. Article.

¹⁵ International Peace Institution. (2018). Op. cit.

¹⁶ Madonna, V. (2015). De la reconstruction à la réconciliation nationale : les défis de la sortie de crise centrafricaine. Fondation Pour La Recherche Stratégique. Document.

formel entre le gouvernement et les réfugiés centrafricains au Tchad et au Cameroun.¹⁷ Plus de 500 000 de réfugiés centrafricains vivent loin de chez eux, et pensent ne plus pouvoir y retourner de peur d'être une cible en raison de leur identité religieuse ou ethnique. De nombreuses régions sont encore divisées en zones religieuses et ethniques.¹⁸ Dans ce domaine, il reste encore beaucoup de travail à faire dans le processus politique. Les participants ont recommandé que le Conseil de sécurité précise que les questions d'identité et de citoyenneté doivent être traitées par le biais du processus démocratique et des institutions nationales. Il pourrait améliorer la représentation de la population parmi l'armée, la police, la gendarmerie et la fonction publique, en tenant compte de la diversité géographique, ethnique et religieuse du pays. De plus, ils veulent que ceux qui encouragent la division intercommunautaire, la haine et la violence soient condamnés par le Conseil de sécurité. En outre, le Conseil devrait mettre l'accent sur la transparence et la représentation de la population dans le mandat.¹⁹

Image 3: Sécurisation et protection des civils dans RCA²⁰

6. Conclusion

En conclusion, certaines missions de l'ONU n'ont pas toujours été un succès dans tous les domaines comme nous le pensons pour établir une paix positive. La MINUSCA serait l'une de ces missions qui à travers ses avancées significatives en violence, il reste encore beaucoup de travail à faire dans le processus politique, surtout sur les attaques menées par les milices qui



¹⁷ International Peace Institution. (2018). Op. cit.

¹⁸ Nations Unies. (2021). RCA : 120 000 personnes ont fui les violences (HCR), un expert de l'ONU appelle à sanctionner les responsables. ONU Info. Document.

¹⁹ International Peace Institution. (2018). Op. cit.

²⁰ Photo prise par Corbeaunews démontrant l'aide fourni par la MINUSCA en 2017.

constitue une menace pour les civils, le manque de sécurité fourni à la population, les arguments sur la protection des civiles, ainsi que les questions non résolues de l'identité et de la citoyenneté font obstacle au processus politique. Les recommandations formulées par les participants permettent à la MINUSCA de soutenir la population, à renforcer son mandat pour soutenir, financièrement et du point de vue logistique, à encourager et à poursuivre les efforts qu'elle a entrepris pour établir un lien entre les initiatives de réconciliation locales et le processus politique national, et à l'autoriser à coordonner l'action des partenaires internationaux en République Centrafricaine. Il reste qu'à ce que leurs solutions soient bien entendues et réalisées.

6. Annexes:

6.1 Annexe 1:

EUTM: Mission de Formation de l'Union Européenne au Mali

FACA: Forces Armées Centrafricaines

MINUSCA: Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine

ONU: Organisation Nations unies

RCA: République Centreafricaine

6.2 Annexe 2:

Citation d’Anahita: Sianneh Passaue, une policière Libérienne en patrouille. Manuel, S. (2018). The Story of UNMIL. UNMIL. Manuel, S. [2021-12-07]. Page 2.

Image 1: Participants de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine en 2021. United Nations Digital Library. (2021). MINUSCA October 2021 [cartographic material]. [2021-12-07]. Page 3.

Image 2: Un milicien musulman monte la garde dans une mine d'or dont les rebelles assurent la "sécurité". Bleasdale, M.(2018). Centrafrique : après la guerre civile. National Geographic. [2021-12-07]. Page 1.

Image 3: Sécurisation et protection des civils dans RCA. Corbeaunews. (2017). RCA : Pour la paix et la sécurité, faisons confiance à l’ONU. Corbeau News Centrafrique. [2021-12-07]. Page 1.

6.3 Annexe 3:

Graphique 1: Budget donné à la MINUSCA. Better World Campaign. (2021). MALI (MINUSMA). Better World Campaign. [2021-11-12]. Page 3.

6.4 Annexe 4 (Bibliographie):

Dictionnaire:

Larousse. (2021). Définition politique. Éditions Larousse.

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/politique/62189>. [2021-11-12].

Rapport:

The World Bank. (2020). The World Bank in Central African Republic. The World Bank. [2021-11-07].

Document:

Weyns, Y et Hoex, L et Hilgert, F et Spittaels, S. (2014). Mapping Conflict Motives: The Central African Republic. IPIS. [2021-12-07].

International Peace Institution. (2019). Hiérarchisation et ordonnancement des mandats de maintien de la paix : Le cas de la MINUSCA. Security Council Report. [2021-11-17].

International Peace Institution. (2018). Hiérarchisation et ordonnancement des mandats de maintien de la paix : Le cas de la MINUSCA. Security Council Report. [2021-11-17].

Dr. Howard, L.M. (2018). Assessing the effectiveness of the United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic / MINUSCA. EPON. [2021-12-18].

Madonna, V. (2015). De la reconstruction à la réconciliation nationale : les défis de la sortie de crise centrafricaine. Fondation Pour La Recherche Stratégique. [2021-12-18].

Nations Unies. (2021). RCA : 120 000 personnes ont fui les violences (HCR), un expert de l'ONU appelle à sanctionner les responsables. ONU Info. [2021-12-18].

Étude de recherche:

Lesueur, T. (2014). République centrafricaine : autopsie d'une crise méconnue. Politique étrangère. [2021-12-07].

Article:

Rédaction National Geographic. (2017). Centrafrique: après la guerre civile. National Geographic. [2021-12-17].

United Nations. (2021). Change of command of the EUTM CAR mission – a key MINUSCA partner. [2021-12-17].

7. Affidavit:

Je déclare avoir rédigé la présente dissertation moi-même, de façon indépendante. J'ai clairement indiqué toutes les idées empruntées à d'autres sources que les miennes et documenté ces sources. Cette dissertation ne contient aucun travail que j'ai déjà remis ou qui a été noté comme rapport de recherche ou comme dissertation.

Je comprends que tout défaut de citer mes sources correctement constitue du plagiat, le plagiat étant le fait de présenter les idées ou paroles d'une autre personne comme les miennes, même si je les résume, paraphrase, condense, réduit, réorganise ou les modifie d'une autre façon.

Je suis conscient des conséquences du plagiat et des sanctions en découlant. Parmi autres conséquences, le plagiat peut entraîner le rejet de la dissertation et l'exclusion du concours de rédaction pour les étudiants de niveau secondaire du Forum PSP. Ces conséquences peuvent avoir un effet rétroactif si le plagiat est découvert après l'acceptation et la notation de la dissertation. Je suis pleinement conscient de l'étendue de ces conséquences.

Signature



.....

(Jessy Kelada)

Montréal, Canada, ce mois de janvier 2022